

Unité départementale des Côtes d'Armor
11, rue Hélène Boucher Bâtiment B
BP 30337
22193 PLERIN

PLERIN, le 10 octobre 2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 27/09/2022

Contexte et constats

Publié sur 

TRIGONE (SARL)

les 2 croix
22530 GUERLEDAN

Code AIOT : 0005506771

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/09/2022 dans l'établissement TRIGONE (SARL) implanté ZA les 2 croix GUERLEDAN 22530 GUERLEDAN. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection des installations classées a procédé à une campagne d'une vingtaine de visites d'inspections inopinées dans le département. Cette visite d'inspection s'inscrit dans le cadre de cette action.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- TRIGONE (SARL)
- ZA les 2 croix GUERLEDAN 22530 GUERLEDAN
- Code AIOT : 0005506771
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Icd : Non

Installation autorisée en date du 6 juin 2010 pour le traitement de pneumatiques usagés.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- respect de certaines prescriptions liées au risque incendie.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de

l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Etat des matières stockées.	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	/	Sans objet
3	Risque incendie	Arrêté Préfectoral du 04/06/2010, article 7-3-1	/	Sans objet
4	Risque incendie	Arrêté Préfectoral du 04/06/2010, article 7-5-1	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
6	Risque incendie	Arrêté Préfectoral du 04/06/2010, article 7-5-3	/	Sans objet
7	Risque incendie	Arrêté Préfectoral du 04/06/2010, article 7-5-6	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Risque incendie	Arrêté Préfectoral du 04/06/2010, article 4-2-4	/	Sans objet
5	Risque incendie	Arrêté Préfectoral du 04/06/2010, article 7-5-2	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection a mis en évidence des points de vigilance relatifs à l'état des matières stockées, à l'accès n°3, aux moyens de lutte contre l'incendie, au plan de masse de l'installation et aux deux bassins de confinement.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Etat des matières stockées.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49
Thème(s) : Risques accidentels, Etat des matières stockées.
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les dispositions du présent article sont applicables à l'ensemble des installations relevant du régime de l'autorisation. L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées. L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent ou tout autre document équivalent. Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires.
Constats : L'exploitant ne dispose pas de registre des matières stockées sur l'installation. L'exploitant présente les fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses. L'exploitant doit tenir à jour un état des matières stockées et le tenir à la disposition de l'Inspection.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Risque incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/06/2010, article 4-2-4
Thème(s) : Risques accidentels, Isolement avec le milieu
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Un système doit permettre l'isolement des réseaux d'a l'établissement par rapport à l'extérieur, Ces dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement et/ou à partir d'un poste de commande. Leur entretien préventif et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne.
Constats : L'installation est équipée de pompe et vanne de confinement au niveau des bassins. L'exploitant actionne la vanne de confinement lors de l'inspection.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Risque incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/06/2010, article 7-3-1
Thème(s) : Risques accidentels, Accès et circulation dans l'établissement.
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant fixe les règles de circulation applicables à l'intérieur de l'établissement. Les règles sont portées à la connaissance des intéressés par une signalisation adaptée et une information appropriée. Les voies de circulation et d'accès sont notamment délimitées, maintenues en constant état de propreté et dégagées de tout objet susceptible de gêner le passage. Ces voies sont aménagées pour que les engins de services d'incendie puissent évoluer sans difficulté. L'établissement est efficacement clôturé sur la totalité de sa périphérie. Une voie d'accès de secours, le plus judicieusement placée pour éviter d'être exposés aux conséquences d'un accident, est en permanence maintenus accessible de l'extérieur du site (chemins carrossables...) pour les moyens d'intervention, Les voies auront les caractéristiques minimales suivantes : <ul style="list-style-type: none">- largeur de la bande de roulement : 3,50 m- rayon intérieur de giration : 11 m- hauteur libre : 3,60 m- résistance à la charge : 13 tonnes par essieu. Un plan de masse de l'établissement sur lequel figurent les bâtiments avec leur destination ainsi que les moyens de secours en eau utilisables, est adressé aux services d'incendie et de secours.
Constats : Sur le site, les voies de circulation sont entièrement bitumées, larges et des plate-formes permettent les manoeuvres des engins de service incendie. Les sens de circulation sont bien signalés. L'accès n°3 à l'installation ne permet pas le passage de véhicules. L'accès au bassin incendie de la zone A est encombré par des blocs béton. (Plan de masse: voir point de contrôle n°6) L'exploitant doit nettoyer l'accès n°3 et le maintenir en état. L'exploitant doit évacuer les blocs béton et permettre l'accès à la réserve en eau.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Risque incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/06/2010, article 7-5-1
Thème(s) : Risques accidentels, Définition générale des moyens.
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'établissement est doté de moyens adaptés aux risques à défendre et répartis en fonction de la localisation de ceux-ci conformément à l'analyse des risques définie dans le présent chapitre au paragraphe généralités.
Constats : L'installation est équipée de nombreux extincteurs répartis dans les locaux, de trappes de désenfumage. Cependant, certains extincteurs ne sont pas accessibles par la présence d'éléments stockés à proximité. L'exploitant doit maintenir l'accessibilité à l'ensemble des moyens de lutte contre l'incendie.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Risque incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/06/2010, article 7-5-2
Thème(s) : Risques accidentels, Entretien des moyens d'intervention.
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Ces équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles. L'exploitant doit pouvoir justifier, auprès de l'inspection des installations classées, de l'exécution de ces dispositions. Il doit fixer les conditions de maintenance et les conditions d'essais périodiques de ces matériels. Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées doivent être inscrites sur un registre tenu à la disposition des services de la protection civile, d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées,
Constats : L'exploitant présente l'inventaire des 26 extincteurs et RIA présents sur l'installation, le registre de contrôles périodiques de ces moyens de lutte contre l'incendie et le bon d'intervention (septembre 2022) de l'entreprise prestataire.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Risque incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/06/2010, article 7-5-3
Thème(s) : Risques accidentels, Ressources en eau.
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'établissement doit disposer de moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre. Les besoins en eau destinés à la lutte contre l'incendie comprennent 1 poteau-incendie délivrant un débit respectif de 60 m ³ /heure et deux bassins de 470m ³ et 500m ³ . Ce poteau-incendie est situé à moins de 100 mètres du site. La capacité de 970m ³ { au total) des deux bassins doit être disponible en permanence. Un bassin est équipé d'une conduite plongeante de 200mm permettant une mise en place rapide des moyens de secours pour les pompiers. Un plan de masse de l'établissement sur lequel figurent les bâtiments avec leur destination et les moyens des secours en eau utilisables est fourni aux sapeurs-pompiers. Des extincteurs en nombre et en qualité adaptés aux risques, doivent être judicieusement répartis dans l'établissement et notamment à proximité des dépôts de matières combustibles et des postes de chargement et de déchargement des produits et déchets.
Constats : L'installation dispose d'un poteau-incendie situé sur la voie d'accès au site et de deux bassins. Le test de débit du poteau incendie réalisé en 2019 indique une valeur de 127 m ³ /h. Un bassin est équipé de canne d'aspiration. L'exploitant présente un plan de masse sur lequel figurent les bâtiments et leur destination, les différents stockages extérieurs et certains moyens de secours en eaux utilisables. Cependant, ce document n'a pas été mis à jour récemment, le RIA et les cannes d'aspiration ne sont pas identifiés. L'exploitant doit établir un plan de masse, mis à jour, sur lequel figurent les bâtiments et leur destination et l'ensemble des moyens de secours en eaux utilisables.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Risque incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/06/2010, article 7-5-6
Thème(s) : Risques accidentels, Bassin de confinement et bassin d'orage
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les réseaux d'assainissement susceptibles de recueillir l'ensemble des eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie (y compris les eaux d'extinction) sont raccordés à deux bassins de confinement étanche aux produits collectés avant rejet vers le milieu naturel. Ces bassins sont communs avec les bassins de rétention des eaux pluviales défini à l'article 4.3.8. La vidange suivra les principes imposés par l'article 4.3.9 du présent arrêté. Afin de maintenir le confinement des eaux, ces bassins sont équipés de vannes d'isolement. Pour le bassin équipé également d'une pompe de relevage, la mise en route de cette pompe doit pouvoir être annihiler, par une Intervention rapide et simple. Un volume de 970m ³ est maintenu disponible en permanence. Le premier flot des eaux pluviales susceptibles d'être polluées par lessivage des toitures, sols, aires de stockage, est collecté dans le même bassin de confinement Ce bassin est maintenu en temps normal au niveau permettant une pleine capacité d'utilisation. Les organes de commande nécessaires à sa mise en service doivent pouvoir être actionnés en toutes circonstances.
Constats : Les deux bassins de confinement étanches sont présents sur l'installation. Le bassin en zone A est obstrué par la végétation et la passerelle est encombrée par divers éléments. En zone B, les abords de la canne d'aspiration sont gênés par la végétation et l'eau stockée dans le bassin présente de traces d'irisation. L'exploitant doit: - en zone A, procéder au nettoyage du bassin et à l'évacuation des éléments présents sur la passerelle; - en zone B, nettoyer les abords de la canne d'aspiration et procéder à l'analyse des eaux stockées sur le paramètre hydrocarbures. Le résultat de cette analyse déterminera la destination des eaux et le nettoyage complet du bassin.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet